

COMMUNIQUE DE PRESSE

du Comité central des Forces Libres du Vietnam

SUR LES CONTESTATIONS DE SOUVERAINETE SUR L'ARCHIPEL DES PARACELS .

Le Comité central des Forces Libres du Vietnam déplore les violents combats qui ont opposé les forces armées de la République populaire de Chine à celles de la République du Vietnam (Saigon) dans la mer de Chine méridionale et les îles de l'archipel des Paracels.

Il met cependant en garde l'opinion internationale et nationale contre l'exploitation éhontée de ces incidents par les autorités de Saigon qui mettent à profit les conflits historiques entre le Vietnam et la Chine, conflits qui ont pu laisser certaines traces dans l'esprit du peuple vietnamien. Ce faisant, ces autorités essaient de se parer des couleurs "nationalistes" et "patriotiques" qu'elles ont abandonnées depuis longtemps entre les mains des Etats-Unis. Et ceci au moment où le Chef du gouvernement de Saigon, Mr Nguyen Van Thieu, pousse des cris de guerre contre le Gouvernement Révolutionnaire Provisoire, comme en témoigne sa déclaration du 4 Janvier 1974 à Cantho, dans le delta du Mékong. Il est clair qu'en dramatisant l'incident des Paracels, les autorités de Saigon cherchent à monter une vaste campagne "anti-communiste" et "anti-impérialiste" pour tenter de camoufler les difficultés économiques de leur régime et leurs multiples violations de plus en plus graves de l'Accord de Paris sur le Vietnam.

Concernant le litige de l'archipel des Paracels, le Comité central des Forces Libres du Vietnam s'en tient à sa position invariable sur les contestations territoriales ou frontalières: celles-ci doivent être résolues par la voie de la négociation sur la base de l'égalité, du respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriales et de l'intérêt réciproque des parties.

Quelle que soit la position qu'un Vietnamien puisse adopter sur la souveraineté des îles de l'archipel des Paracels, le Comité central des Forces Libres du Vietnam, quant à lui, dénie aux autorités de Saigon le droit de prendre position au nom du peuple sud-vietnamien, alors qu'elles refusent de rendre à celui-ci la parole, le droit à l'autodétermination, en violant les principales clauses de l'Accord signé à Paris, voici tout juste un an.

Un gouvernement sud-vietnamien authentiquement national, issu des élections générales libres et démocratiques, saura trouver avec le gouvernement de la République populaire de Chine, dont le soutien résolu à la lutte du peuple vietnamien contre l'agression étrangère n'a jamais varié, un terrain de compréhension et d'entente pour faire de l'archipel des paracels, non pas un enjeu économique-militaire, mais un lieu de coexistence, de coopération et de paix dans l'intérêt mutuel des deux peuples chinois et vietnamien.

Paris le 23 Janvier 1974

P.le Comité central des F.L.V.

Lt-Colonel TRAN DINH LAN